



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES  
COMMUNE DE LE TIGNET

### DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers :  
en exercice : 23  
présents : 23  
Votants : 23

L'an deux mil vingt deux  
Le 28 novembre 2022  
Le Conseil Municipal de la Commune DU TIGNET dûment convoqué,  
s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur  
Claude SERRA Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : le 16/11/2022

Ouverture de la séance : 19h00

**PRESENTS :** ANDRY Brigitte, BALAZUN François, BARRUS Nathalie, BOUFFEROUK Nathalie, CÉ Jean-Pierre, CHATELET Valérie, DELOT Alain, DERAÏN Jacki, DOMECH Laetitia, DOUTEAUD Thierry, GIOVANNANGELI Xavier, HAMON OLIVIERI Monique, LENI Jean-Luc, LUCAS Brigitte, MACIA Françoise, MANZONE Nicolas, MARRO Fiorentino, MILLET Monique, MISCIOSCIA Rose Marie, MOLINES Gérard, NIARFEIX Daniel, PITIOT GABELLONI Dominique, SERRA Claude.

Secrétaire de Séance : Brigitte LUCAS

**DELIBERATION N° 2022.049 :** Application du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, bilan de la concertation et arrêt du projet de plan local d'urbanisme.

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles le projet de révision générale du plan local d'urbanisme (PLU) a été élaboré depuis la prescription de la procédure en 2014, à quelle étape de la procédure il se situe, et présente le projet de plan local d'urbanisme et la concertation qui a été menée tout au long de la procédure.

Il rappelle notamment que le projet de révision générale du PLU avait été arrêté une première fois le 15 juillet 2019, malgré un avis défavorable du Préfet.

Suite à l'arrêt du PLU, la phase de consultation des personnes publiques associées, de la CDPENAF a fait remonter plusieurs avis défavorables sur ce projet, et notamment celui du Préfet des Alpes-Maritimes, qui a rejeté le PLU ainsi arrêté.

Suite aux élections municipales de 2020, la nouvelle municipalité élue s'est donc trouvée dans l'obligation de reprendre la procédure de révision.

Par délibération N°2021.007 du 26 février 2021, il avait été acté la nécessité de reprendre cette procédure au stade du PADD avec une obligation de mise en compatibilité avec les orientations du SCOT'Ouest des Alpes-Maritimes approuvé par délibération n°2021-06 du 20 mai 2021,

Le travail mené depuis lors par le groupe de travail, accompagné par les personnes publiques associées (PPA) et le bureau d'études chargé d'assister la commune depuis le lancement de la procédure a permis d'aboutir à un nouveau projet de territoire traduit à travers un PADD débattu une première fois par le Conseil Municipal le 15 décembre 2021, puis une dernière fois le 26 septembre 2022. Ce dernier document intègre notamment les principes de la Loi Climat et Résilience comme cela été sollicité par la DDTM06 et partagé par les élus dans leur vision de la commune à long terme.

Ce nouveau projet a également nécessité une refonte assez importante des pièces opposables, travail qui a été mené en parallèle, alors que le diagnostic avait lui aussi été mis à jour de manière continue depuis la reprise de la procédure. De fait, le rapport de présentation et notamment l'évaluation environnementale ont été repris ou mis à jour.

Monsieur le Maire précise que la concertation avait également été relancée à partir du vote de la délibération n°2021.051 du 15 décembre 2021 « *complétant la délibération n°2014/060-1 du 29 septembre 2014 prescrivant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme, en vue d'une reprise de la procédure en amont de l'arrêt* », qui avait permis de bien redéfinir le cadre de la concertation sans priver d'effet utile les modalités de la concertation prévue dans le cadre de la délibération n°2014/060-1 du 29 septembre 2014.

2 nouvelles réunions publiques ont notamment eu lieu.

Le bilan de la concertation qui sera présenté ce soir, intègre donc la concertation menée depuis 2014 et objet d'un premier bilan de la concertation lors du 1er arrêt du PLU et les modalités de la concertation depuis cette délibération n°2021.051 du 15 décembre 2021.

Enfin, Monsieur le Maire, explicite le choix réalisé concernant l'application du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, choix qui avait déjà été réalisé lors du 1er arrêt de la procédure, et permettant d'appliquer le code de l'urbanisme dans sa version « modernisée », quand bien même la prescription de la procédure (en 2014) était antérieure à cette codification. L'application de ce décret est possible par délibération expresse du conseil municipal, ce qui est donc proposé, avant de tirer le bilan de la concertation et d'arrêter le PLU, pour conforter la décision prise à l'époque lors du 1er arrêt du PLU.

Le conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu la loi Montagne n° 85-30 du 9 janvier 1985 et la loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne ;

Vu le PCET Ouest 06 approuvé en 2013 ;

Vu le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) PACA approuvé le 26 novembre 2014 (intégré au SRADDET PACA) ;

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays de Grasse 2017/2022 adopté par délibération n°DL2017\_174 du 15 décembre 2017 et prorogé de 2 ans par délibération n°DL2022\_073 ;

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) du Pays de Grasse approuvé par délibération n°DL2019\_115 du 28 juin 2019 ;

Vu le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) PACA approuvé le 15 octobre 2019 ;

Vu le SCoT « SCoT'Ouest » approuvé par délibération n°2021-06 du 20 mai 2021 ;

Vu la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022 / 2027 et le PGRI Rhône-Méditerranée 2022 / 2027 entrés en vigueur le 4 avril 2022 suite à la publication au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'approbation du préfet du 21 mars 2022 ;

Vu la délibération n°2014/060-1 du 29 septembre 2014, prescrivant la révision générale du PLU, et la délibération n°2021.051 du 15 décembre 2021 complétant la délibération n°2014/060-1 du 29 septembre 2014 prescrivant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme, en vue d'une reprise de la procédure en amont de l'arrêt ;

Vu la délibération n°2019.027 en date du 15 juillet 2019, tirant le bilan de la concertation et arrêtant du projet de PLU (1er arrêt) ;

Vu les avis des personnes publiques associées sur le projet de PLU (1er arrêt) ;

Vu l'avis de la CDPENAF sur le projet de PLU (1er arrêt) ;

Vu la délibération n°2021.007 du 26 février 2021 du conseil municipal, actant la nécessité de reprendre cette procédure au stade du PADD ;

Vu les cinq débats ont eu lieu au sein du Conseil Municipal, le 16/06/2016, le 21/09/2017, le 08/04/2019, le 15/12/2021 et 26/09/2022 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables ;

Vu le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;

Vu l'évaluation environnementale réalisée dans le cadre de la révision générale du plan local d'urbanisme ;

Vu la phase de concertation menée en mairie du 30 septembre 2014 au 15 juillet 2019 et du 15 décembre 2021 au 28 novembre 2022 ;

Vu le bilan de la concertation présenté par Monsieur le Maire, intégrant ces 2 phases de concertation ;

Vu le projet de plan local d'urbanisme et notamment le projet d'aménagement et de développement durables, le rapport de présentation, les orientations d'aménagement et de programmation, les documents graphiques, le règlement et les annexes ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire ;

Considérant que le projet de plan local d'urbanisme est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à sa révision ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 20 votes « pour », 3 votes « contre » et 0 abstentions :

- **DIT** que sera applicable au PLU en cours d'élaboration l'ensemble des articles R 151-1 à R 151-55 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 1er janvier 2016 ;
- **APPROUVE** le bilan de la concertation : les modalités de la concertation définies par la délibération de prescription de la révision générale du PLU (et sa délibération complémentaire) ont été mises en œuvre au cours de la démarche conformément aux principes de la délibération n°2014/060-1 du 29 septembre 2014 complétée par la délibération n°2021.051 du 15 décembre 2021. Les différentes remarques et questions soulevées ont été posées lors des différentes commissions de travail, réunions publiques, ... Cette concertation a permis aux habitants d'interpeller les élus et le bureau d'études sur le projet et ainsi de mieux se l'approprier. Le bilan de la concertation est largement positif avec de nombreuses remarques dans le registre, et lors des réunions publiques et une forte participation du public. Le bilan de la concertation est annexé à la présente délibération ;
- **ARRETE** le projet de plan local d'urbanisme de la commune du Tignet tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

Le projet de plan local d'urbanisme sera soumis pour avis :

- A l'Etat ;
- À la Région ;
- Au Département ;
- À l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains ;
- À l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat ;
- A la Chambre de Commerce et d'Industrie, à la Chambre de Métiers et à la Chambre d'Agriculture ;
- A l'établissement public chargé de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation du schéma de cohérence territoriale ;
- Aux Maires des communes limitrophes ;
- Au centre national de la propriété forestière ;
- Au centre régional de la propriété forestière ;
- A l'institut national des appellations d'origine ;
- A l'autorité environnementale ;

A la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).

La présente délibération sera notifiée au préfet et affichée pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Elle sera, en outre, publiée au Recueil des actes administratifs de la commune.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que susdits.

Ainsi fait et délibéré les, jour mois et an que susdits.

Ont signé au registre les membres présents.

LE MAIRE

Claude SERRA

